

# Les Lettons décideront de l'avenir de leur Parlement le 23 juillet prochain

de **Corinne Deloy****ANALYSE**1 mois avant  
le scrutin

« Etes-vous pour ou contre la dissolution du parlement ? », telle est la question à laquelle sont appelés à répondre 1,5 million de Lettons lors d'un référendum qui se tiendra le 23 juillet prochain. Cette consultation populaire est la conséquence de l'annonce, le 28 mai dernier, du président de la République sortant Valdis Zatlers, de dissoudre la Saeima (chambre unique du Parlement). Pour être effective, cette dissolution doit impérativement être confirmée par un référendum populaire. Si les Lettons répondent « oui » le 23 juillet, la Saeima sera dissoute et de nouvelles élections législatives seront organisées, probablement en septembre. Dans le cas contraire, le chef de l'Etat devra démissionner et le parlement restera en place.

Aucun quorum de participation minimum n'est exigé pour valider le résultat du référendum qui sera décidé à la majorité simple des suffrages.

Autre conséquence de la décision du président sortant : celui-ci a été remplacé le 2 juin dernier à la tête de l'Etat par Andris Berzins (proche de l'Union des paysans et des Verts, ZZS), élu par 53 des 100 membres du Parlement. Candidat à sa réélection, soutenu par Unité (V), coalition du Premier ministre Valdis Dombrovskis (qui rassemble Nouvelle ère, dirigée par Solvita Aboltina, l'Union civique, présidée par Girts Valdis Kristovskis, et la Société pour une autre politique (SCP), conduite par Aigars Stokenbergs) et par l'Union nationale, coalition qui regroupe Tous pour la Lettonie (VL), Valdis Zatlers n'a obtenu que 41 voix à l'élection présidentielle. Il avait indiqué être conscient des conséquences que sa décision pouvait avoir sur ses chances d'être réélu à son poste.

## Le coup de tonnerre de la décision de Valdis Zatlers

Le 28 mai dernier, le président sortant informe ses compatriotes lors d'une intervention télévisée de sa décision de dissoudre la Saeima, conformément aux pouvoirs que lui donne l'article 48 de la Constitution. « Je veux donner l'espoir de changer les choses. Nous devons mettre un point final à des comporte-

ments qui vont contre les intérêts de notre peuple et de notre pays. C'est la raison pour laquelle je voulais vous dire en direct que j'ai signé le décret présidentiel demandant la dissolution du parlement et soumis celui-ci à la Cour constitutionnelle. Le décret prend effet immédiatement » a-t-il déclaré.

Valdis Zatlers justifie son geste par le refus des parlementaires, le 26 mai dernier, de lever l'immunité d'un député, Ainars Slesers, leader de « Premier parti de Lettonie-Voie lettone » (LPP-LC), ancien vice-maire de Riga, soupçonné de versement et d'acquisition de pots-de-vin, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations et d'abus de pouvoir. Le vote des députés avait empêché le parquet d'effectuer une perquisition à son domicile. Plusieurs entreprises, parmi lesquelles le port commercial de Riga, Euroline et Baltic Aviation System, avaient déjà été perquisitionnées. Ainars Slesers dément cependant que ces entreprises, qui n'apparaissent pas dans sa déclaration d'impôt, lui appartiennent et affirment qu'elles sont la propriété de son associé, Viesturs Koziols.

Le 20 mai dernier, le Bureau de la prévention et du combat contre la corruption (KNAB) avait ouvert une enquête sur des allégations de blanchiment d'argent, corruption, transactions frauduleuses, abus de pou-

voir et fausses déclarations mettant en cause plusieurs hommes politiques. Lors d'une perquisition menée au domicile d'Aivars Lembergs (ZZS), maire de Ventspils depuis 1988 et poursuivi par la justice pour corruption et blanchiment d'argent, les forces de police avaient saisi des documents concernant le leader du Parti populaire (TP), Andris Skele, et l'ancien ministre Ainars Slesers. Les partis de ces deux hommes se sont unis le 26 avril 2010 au sein d'un mouvement appelé «Pour une bonne Lettonie».

« Le vote de la Saïema résonne comme une alarme qui révèle un conflit sérieux entre le pouvoir législatif et l'autorité judiciaire, deux des trois pouvoirs sur lesquels notre pays est fondé » a affirmé Valdis Zatlers qui a précisé que ce n'était pas la première fois que la Saïema faisait fi du système judiciaire, allusion à l'opposition des parlementaires en avril 2010 à la réélection de Janis Maizitis au poste de Procureur général. « Le parlement a manqué de respect et fait preuve de méfiance à l'égard de la compétence des autorités judiciaires. Il a davantage défendu les intérêts d'un groupe de personnes que ceux de l'Etat et les gens ont constaté que les députés se défendaient d'abord les uns les autres. Les Lettons ont fait de nombreux sacrifices, était-ce pour autoriser le vol de l'Etat ? Les hommes politiques doivent conclure une nouvelle entente avec le peuple afin d'agir dans l'intérêt public. Les Lettons veulent une classe politique plus propre et moins liée à l'argent » a ajouté le chef de l'Etat.

Le 29 mai, interrogé sur les noms des oligarques qu'il mettait en cause, Valdis Zatlers a cité les noms des « trois A » comme il est coutume d'appeler Aivars Lembergs, Ainars Slesers (vice-Premier ministre, 2002-2004, ministre des Affaires économiques, 1998-1999 et ministre des Transports, 2004-2009) et Andris Skele (Premier ministre, 1995-1997 et 1999-2000), tous 3 à la fois responsables politiques et hommes d'affaires qui font l'objet d'enquêtes policières et judiciaires depuis 20 ans.

Aivars Lemberg a accusé Valdis Zatlers de mensonge et affirmé que cette campagne contre lui était financée par George Soros « qui a reçu le président de la République sortant de façon très cordiale lors de la récente visite de ce dernier à New York ».

Ainars Slesers estime que la dissolution du parle-

ment est anticonstitutionnelle. Il n'a cependant pas l'intention d'entamer un recours devant la justice considérant que les tribunaux ne pourront se prononcer avant la tenue du référendum. « Ce n'est pas le premier scandale où mon nom est cité. Chacun d'entre eux laisse des traces mais je pense que nos électeurs sont raisonnables » a-t-il déclaré.

Le 26 mai dernier, la coalition Unité du Premier ministre Valdis Dombrovskis et l'Union nationale, coalition qui regroupe Tous pour la Lettonie (VL) avaient voté en faveur de la levée de l'immunité parlementaire d'Ainars Slesers tandis que l'Union des paysans et des Verts (ZZS), membre du gouvernement, s'y était opposée. Valdis Dombrovskis a assuré avoir eu alors une conversation sérieuse avec ses alliés qu'il a accusé d'avoir également tout fait pour que la loi sur le financement des partis politiques ne soit pas votée. «Nous avons atteint un certain seuil et la coalition gouvernementale pourrait ne pas survivre à un vote similaire. Ceci est un carton jaune et deux cartons jaunes équivalent à un carton rouge » avait indiqué le Premier ministre aux députés du ZZS.

### Quelles conséquences pour la Lettonie ?

Plusieurs options s'ouvrent à Valdis Zatlers : il pourrait créer son propre parti politique, rejoindre un parti existant ou encore créer une nouvelle organisation non gouvernementale. Le président sortant devrait révéler ses projets le 8 juillet prochain, jour où Andris Berzins lui succèdera à la tête de l'Etat.

Valdis Zatlers a par ailleurs décidé de remplacer le 3 juillet prochain la traditionnelle réception présidentielle de fin de mandat par un événement public qui se déroulera en plein air dans le jardin Likteņdarzs de Koknese. Ce choix n'est pas anodin car ce lieu a une signification particulière pour les Lettons : il symbolise la lutte contre les régimes totalitaires qui ont sévi dans le pays au XXe siècle.

Par ailleurs, la coalition Unité dont les 3 partis fusionneront pour former un seul parti politique le 6 août prochain, une décision saluée par le chef de l'Etat sortant, a invité Valdis Zatlers à la rejoindre.

Selon Andris Ozols, directeur de l'Agence lettone d'investissement et de développement, les derniers événements politiques ont eu peu d'incidence sur le

comportement des investisseurs et des analystes économiques. Ces derniers ont récemment félicité le pays pour son retour sur les marchés financiers. La Lettonie vient en effet de lancer une émission d'euro-obligations d'une valeur de 500 millions \$ (350 millions €) sur les marchés internationaux dont elle était absente depuis plus de 3 ans. Le journaliste de l'hebdomadaire *The Economist*, Edward Lucas, a souligné que le pays était sorti de la précarité financière et que la crise politique pourrait être contenue.

L'agence de notation Moody's a d'ailleurs relevé la perspective de la Lettonie de stable à positive (Baa3). Les exportations et les investissements continuent de progresser et la croissance du PIB s'est élevée à 3,4% durant le premier quart de cette année. Enfin, le déficit budgétaire devrait atteindre 4,5% du PIB cette année et passer sous la barre des 3% exigé par le Pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne en 2012. Le 16 juin dernier, le gouvernement a mis fin au mandat du chef du Bureau de la prévention et du combat contre la corruption, Normunds Vilinits, qui avait été nommé à ce poste par le gouvernement du Premier ministre (2007-2009) Ivars Godmanis (Premier parti de Lettonie-Voie lettone, LPP-LC) au début de l'année 2009, confirmant le vote du parlement quelques jours plus tôt. Son adjointe Juta Strike assurera l'intérim jusqu'à la désignation de son successeur.

Les partis politiques semblent désireux de se refaire une virginité politique avant les élections législatives que tous anticipent pour l'automne prochain. La majorité des analystes politiques estiment que les Lettons confirmeront la dissolution voulue par le président sortant. « Les partis qui ont empêché la réélection de Valdis Zatlers pourraient recevoir la monnaie de leur pièce lors du prochain scrutin législatif » a souligné l'analyste économique Aidan Manktelow. Selon les enquêtes d'opinion, des élections législatives anticipées devraient profiter aux forces nationalistes, de droite comme de gauche, ainsi qu'au Centre de l'harmonie. Le 21 juin, une enquête d'opinion attribuait au Centre de l'Harmonie 18.5%, 14.7% à la coalition Unité, 10.5% au ZZS et 8,8% à la

coalition Tous pour la Lettonie (VL).

Le 8 juin dernier, 6 000 personnes se sont rassemblées sur une île du centre de Riga pour les « funérailles des oligarques ». L'idée maîtresse de la manifestation était d'inciter les Lettons à boycotter les oligarques, c'est-à-dire à décliner leurs faveurs, renoncer à les servir dans les restaurants, cesser toute représentation théâtrale auxquelles ils assisteraient, refuser tout emploi dans des institutions où des oligarques seraient présents, etc. Les personnes présentes ont été invitées à lire la presse et à sortir de leur passivité. Les organisateurs ont créé un site [www.manabalss.lv](http://www.manabalss.lv) (mana balss signifie « ma voix » en letton) afin de mobiliser la population à l'action publique, notamment à travers la signature de pétitions. Ainsi, plus de 2 000 personnes ont d'ores et déjà voté en faveur d'une proposition d'amendement des règles de procédure de la Saeima qui permettrait d'inscrire à l'agenda du parlement toute initiative publique signée par au moins 10 000 électeurs.

Premier président de la République à utiliser son pouvoir de dissolution du parlement dans l'histoire de la Lettonie, Valdis Zatlers est devenu aux yeux de certains un héros en décidant de convoquer un référendum. D'autres, en revanche, regrettent que le chef de l'Etat ait pris le risque de plonger dans une crise politique un pays fortement ébranlé par la crise économique internationale qui retrouve difficilement le chemin de la croissance. D'autres encore estiment que Valdis Zatlers, qui craignait de ne pas être réélu à son poste, a réalisé un coup politique en utilisant la dissolution comme porte de sortie.

« Valdis Zatlers a brisé 20 ans d'influence des oligarques » a déclaré l'ancienne présidente de Lettonie Vaira Vike-Freiberga (1999-2007). « L'élection d'Andris Berzins marque un immense pas en arrière sur le chemin vers l'indépendance du pays à l'égard des oligarques » a-t-elle ajouté. « Je pense que le président de la République Valdis Zatlers a pris une décision importante pour réduire de façon substantielle le rôle des oligarques en politique » a affirmé le Premier ministre Valdis Dombrovskis.

**J-7**  
7 jours avant  
le scrutin

## L'ancien président de la République Valdis Zatlers fonde son propre parti politique

1,5 million de Lettons sont conviés aux urnes le 23 juillet prochain pour se prononcer par référendum sur l'avenir de leur parlement. Cette consultation populaire fait suite à l'annonce, le 28 mai dernier, par le président de la République de l'époque Valdis Zatlers, de dissoudre la Saeima (chambre unique du parlement). Cette dissolution pour être effective doit impérativement être confirmée par un vote populaire. Si la majorité des électeurs se prononcent pour le 23 juillet, la Saeima sera dissoute et de nouvelles élections législatives seront organisées, probablement en septembre prochain. Dans le cas contraire, le parlement restera en place. Aucun quorum de participation minimum n'est exigé pour valider le résultat du référendum qui sera décidé à la majorité simple des suffrages.

L'ancien président Valdis Zatlers a justifié sa décision par le refus des parlementaires, le 26 mai dernier, de lever l'immunité d'un député, Ainars Slesers, leader de Premier de Lettonie-Voie lettonne (LPP-LC) soupçonné de versement et d'acquisition de pots-de-vin, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations et d'abus de pouvoir. Le vote des membres de la Saeima avait refusé au parquet d'effectuer une perquisition à son domicile.

La Lettonie a connu 7 référendums depuis le recouvrement de son indépendance en 1991.

### L'avenir politique de Valdis Zatlers

Le 9 juillet dernier, soit après avoir quitté ses fonctions présidentielles, Valdis Zatlers a officiellement annoncé qu'il poursuivait sa carrière politique et qu'il créait un nouveau parti politique, le Parti de la réforme de Zatlers (ZRP), positionné au centre-droit de l'échiquier politique. Le manifeste du parti, qui comprend dix points, met notamment en avant l'indépendance de la justice, une économie saine et une stricte discipline monétaire.

« Il ne s'agit pas du parti d'un seul homme, il s'agit d'entendre la voix du peuple » a déclaré l'ancien président letton. Il a indiqué que son parti, qui devrait compter environ 8 000 membres issus de la société civile plutôt que du monde politique, aura un fonctionnement différent. A ce jour, 700 personnes ont fait une demande pour y adhérer. Celui-ci tiendra son congrès inaugural le 23 juillet prochain, jour du référendum.

Valdis Zatlers a indiqué avoir pris sa décision de s'engager après avoir reçu de nombreuses lettres de

Lettons lui demandant de poursuivre sa carrière politique. Aivars Lembergs, maire de Ventspils depuis 1988 et poursuivi par la justice pour corruption et blanchiment d'argent, a affirmé que Valdis Zatlers avait utilisé la dissolution pour sortir la tête haute de son échec annoncé à sa réélection à la tête de l'Etat. Il aurait ainsi, selon le maire de Ventspils, décidé de dissoudre la Saeima pour mieux préparer sa carrière future. « Valdis Zatlers veut être un héros avec un slogan anti Lembergs » a-t-il déclaré. Quant à Ainars Slesers, il a d'ores et déjà prédit que Valdis Zatlers remportera les prochaines élections législatives avec son nouveau parti.

Valdis Zatlers a donc refusé l'offre de collaboration que lui avait faite Unité (Vienotiba, V), coalition dirigée par le Premier ministre Valdis Dombrovskis et formée par Nouvelle ère (JL), l'Union civique et la Société pour une autre politique (SCP). « Je ne suis pas convaincu qu'Unité soit prête à travailler dans un nouveau parlement qui ne comprendrait pas d'oligarques » a-t-il affirmé indiquant qu'il possédait des vues différentes de celles d'Unité sur plusieurs

enjeux. Le Premier ministre Valdis Dombrovskis avait déclaré que l'ancien président et sa coalition partageaient une vision similaire de l'avenir du pays. Le chef du gouvernement avait indiqué que la scène politique lettone était déjà très fragmentée et qu'il ne lui semblait pas judicieux de former un nouveau parti. Valdis Zatlers n'a toutefois pas exclu de coopérer à l'avenir avec Unité. « Nous ne serons pas adversaires mais alliés aux prochaines élections » a déclaré Girts Valdis Kristovskis, président de l'Union civique, l'un des trois partis membres de la coalition Unité.

L'ex-chef de l'Etat a cependant affirmé refuser toute collaboration avec l'Union des Verts et des paysans (ZZS), parti membre du gouvernement actuel, ou avec Pour une bonne Lettonie, coalition formée par Premier de Lettonie-Voie lettone et le Parti populaire (TP) aussi longtemps que des oligarques seront membres de cette coalition. Interrogé sur une éventuelle coopération avec le Centre de l'harmonie (Saskanas Centrs, CS), coalition positionnée à gauche, rassemblant le Parti de l'harmonie nationale, le Nouveau centre et le Parti social-démocrate et dirigée par Janis Urbanovics, Valdis Zatlers a déclaré qu'il était prêt à discuter avec cette coalition si ses membres étaient prêts à reconnaître l'occupation de la Lettonie (par les forces soviétiques) et à admettre que le letton est la seule langue officielle du pays.

Selon une enquête d'opinion réalisée par TNS Latvia pour la chaîne de télévision LNT, plus de la moitié des Lettons (58%) jugent de façon positive l'action de l'ancien président. Un sondage réalisé par TNS Latvia pour la même chaîne de télévision indique qu'un tiers des électeurs (33%) seraient également prêts à voter en faveur du Parti de la réforme.

Le politologue Janis Jurkans estime toutefois que « la formation d'un nouveau parti ne va pas être aisée. Valdis Zatlers va faire face à une vraie opposition ». Dans un entretien accordé au quotidien Latvijas avize, il a mentionné le fait que l'ancien président risquait de manquer de temps, de ressources si, hypothèse hautement probable, des élections législatives anticipées avaient lieu en septembre prochain. Enfin, il l'a enjoint à veiller à ce que des membres d'autres partis ne décident de quitter ceux-ci pour rejoindre le Parti de la réforme de Zatlers (ZRP) afin

de profiter de sa célébrité. Valdis Zatlers a d'ores et déjà indiqué qu'il souhaitait que son parti rassemble un grand nombre de jeunes encore vierges de tout engagement politique.

Ainsi, le député Klavs Olsteins (V) a démissionné pour protester contre la façon dont Andris Berzins a été élu à la présidence de la République, dénonçant des négociations secrètes en coulisses. Guntars Galvanovskis, député (V), a également démissionné du parlement. Les deux hommes ont affirmé vouloir poursuivre leur carrière politique mais n'ont pas souhaité dire s'ils envisageaient de rejoindre le Parti de la réforme de Zatlers (ZRP). Madars Lasmanis remplacera Klavs Olsteins à la Saeima, Inese Aizstrauta (ZZS) prendra la place du nouveau président de la République Andris Berzins sur les bancs de l'assemblée.

### Les conséquences politiques et économiques de la dissolution du parlement

En cas de victoire du « oui » au référendum du 23 juillet prochain, des élections législatives anticipées seront certainement organisées en septembre. Les spéculations sur le scrutin vont d'ores et déjà bon train.

Le Parti populaire dirigé par Andris Skele, membre de la coalition électorale Pour une bonne Lettonie et l'un des trois oligarques (avec Aivars Lembergs et Ainars Slesers) nommément mis en cause par l'ancien président Valdis Zatlers dans l'émission télévisée Top Ten le 29 mai dernier, se présentera désormais seul devant les électeurs. Son partenaire de coalition, Premier de Lettonie-Voie lettone d'Ainars Slesers, a fait le même choix et les deux partis ont rompu leur alliance le 9 juillet dernier. « Je ne suis pas d'accord avec les gens qui pensent que les personnes qui ont une expérience du monde des affaires n'ont pas leur place au parlement. Tant que nous serons soutenus par le peuple, nous travaillerons au parlement » a déclaré ce dernier.

Tout pour la Lettonie ! et l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) de Roberts Zile, deux partis rassemblés dans la coalition Union nationale, ont décidé de fusionner en un seul parti qui s'appellera Tout pour la Lettonie ! Pour l'Union pour la patrie et la

liberté et aura un double leadership. Ces mesures seront effectives après le prochain congrès des deux partis qui se réunira le 23 juillet prochain, jour du référendum.

La décision de Valdis Zatlers a mis en lumière la fragilité du paysage politique letton qui semblait pourtant s'être apaisé et renforcé l'année passée, notamment par la recomposition de son échiquier politique et la réélection du Premier ministre Valdis Dombrovskis. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée en juin dernier par l'institut Latvijas Fakti, le Centre de l'harmonie est crédité de 18,1% des suffrages aux élections législatives. Il devance la coalition Unité qui recueille 14,7% des voix et l'Union des Verts et des paysans qui enregistre un net recul et obtient 10,5% des suffrages. La coalition Union nationale est créditée de 8,8% des voix ; le Parti populaire et Premier de Lettonie-Voie lettone s'effondrent. Selon un sondage réalisé par l'institut TNS pour la chaîne de télévision LNT, 31% des Lettons considèrent que la dissolution bénéficiera au Centre de l'harmonie et 17% qu'elle profitera plutôt à une nouvelle force politique.

La plupart des analystes s'accordent pour déclarer que l'incertitude politique liée à la dissolution et à la tenue d'éventuelles élections législatives anticipées ne devrait pas bouleverser la situation socio-

économique de la Lettonie. Le pays se remet pourtant difficilement du choc de la crise économique internationale (récession de 18% du PIB du pays en 2009, soit la chute la plus importante de l'Union européenne). Après trois ans d'absence, Riga vient de lever 350 millions € sur les marchés financiers. Le gouvernement de Valdis Dombrovskis espère désormais ramener son déficit budgétaire à 2,9 % du PIB d'ici 2012 afin de permettre à la Lettonie d'intégrer l'euro.

« Les risques sont à court terme, il s'agit de tenir les marchés informés » a déclaré Martins Kazaks, économiste en chef de la Swedbank. Le PIB de la Lettonie a progressé au 1er trimestre de cette année de 0,3% par rapport au trois mois précédents et de 3,5% si l'on compare à la même période de l'année passée. Selon la Banque centrale lettone, la croissance devrait atteindre 3,3% en 2011.

Selon la dernière enquête d'opinion, 75% des Lettons devraient voter selon « oui » à la dissolution du parlement le 23 juillet. Moins d'un électeur sur dix (9%) se dit favorable au « non » et 12% n'ont pas encore fait leur choix. Selon un autre sondage, 79% des Lettons approuvent la décision de leur ancien président Valdis Zatlers d'avoir dissous la Saeima.

A l'étranger, les premiers bureaux de vote pour le référendum ont ouvert le 13 juillet.

## Les Lettons approuvent massivement la dissolution de leur parlement

### RESULTATS

Les Lettons ont approuvé massivement la dissolution de la Saeima, chambre unique du parlement, lors d'un référendum qui s'est tenu le 23 juillet. Plus de neuf électeurs sur dix (94,30%) ont répondu « oui » à la question suivante : « Etes-vous pour ou contre la dissolution du parlement ? » et 5,48% s'y sont opposés. Cette consultation faisait suite à l'annonce, le 28 mai dernier, par l'ancien président de la République, Valdis Zatlers, de dissoudre la Saeima. Cette décision devait impérativement être confirmée par référendum. La majorité des Lettons ayant voté « oui », de nouvelles élections législatives seront organisées, probablement au mois de septembre.

En approuvant massivement la décision de leur ancien chef de l'Etat, les Lettons ont surtout exprimé leur lassitude face à la corruption qui mine leur pays depuis de longues années. « Le référendum est un précédent important pour la vie politique lettone dans le sens où désormais, aucun parlement ne pourra plus être assuré de gouverner durant les quatre années de la législature » a indiqué Aivars Ozolins, éditorialiste politique de l'hebdomadaire Ir. Le directeur de l'institut d'opinion SKDS, Arnis Kaktins, a souligné que les électeurs utiliseraient le scrutin pour exprimer leur profond mécontentement. « Cependant, penser que le vote ne sera qu'une protestation contre les oligarques serait une simplification. Nos enquêtes révèlent depuis longtemps la méfiance et l'insatisfaction des Lettons à l'égard de leur parlement, sans même parler des oligarques » avait-il ajouté.

Moins de la moitié des inscrits se sont rendus aux urnes ; le taux de participation s'est élevé à 44,73%. Nils Muiznieks, directeur de l'Institut de recherche avancée en sciences sociales et politiques de l'université de Lettonie à Riga, avait anticipé cette forte abstention « la participation sera peu importante mais les électeurs utiliseront l'opportunité du référendum pour exprimer leur frustration. Les Lettons ont une incroyablement mauvaise opinion de leur gouvernement et de leurs députés » avait-il déclaré.

Le leader du principal parti d'opposition, le Centre de l'harmonie, Janis Urbanovics, avait appelé ses compatriotes à participer au référendum. « Les citoyens lettons n'ont pas si souvent l'opportunité d'exprimer leur opinion sur ce qui se passe dans le pays » avait-il déclaré. En revanche, l'ancien président de la République (1993-1999) Guntis Ulmanis avait annoncé qu'il ne se rendrait pas aux urnes le 23 juillet. « C'est au peuple de décider, pas aux députés » avait-il souligné.

Aucun quorum de participation minimum n'était exigé pour valider le résultat de la consultation populaire sur la dissolution du parlement.

« Je voudrais remercier tous ceux qui ont participé au référendum. Ils ont clairement dit qu'ils souhaitaient un changement. Il y aura un changement en Lettonie et il modifiera nos vies de manière significative » a déclaré l'ancien président Valdis Zatlers à l'annonce des résultats. « J'ai ouvert la porte au changement. Maintenant c'est à vous de la franchir et de sentir que vous pouvez prendre le contrôle de votre propre destin » avait-il indiqué la veille du référendum, soulignant qu'il en avait assez de « vivre dans un pays basé sur le mensonge, le cynisme et l'avidité ».

Le ministre des Affaires étrangères Girts Valdis Kristovskis, leader d'Unité (Vienotiba, V), coalition dirigée par le Premier ministre Valdis Dombrovskis et formée par Nouvelle ère (JL), l'Union civique et la Société pour une autre politique (SCP) ainsi que Raivis Dzintars, leader de Tous pour la Lettonie (VL), et le leader du Centre de l'harmonie, Janis Urbanovics, avaient affirmé s'apprêter à voter « oui » le 23 juillet.

Andris Skele, leader du Parti populaire (TP), membre de la coalition électorale Pour une bonne Lettonie, ancien Premier ministre (1995-1997 et 1999-2000) et l'un des trois oligarques (avec Aivars Lembergs et Ainars Slesers) nommément mis en cause par Valdis Zatlers, avait déclaré qu'il voterait « non », qualifiant la dissolution du parlement d'« amorale ». Il a affirmé que l'ex-chef de l'Etat s'est servi de son pouvoir de dissolution pour lancer sa carrière politique. Aivars Lembergs (Union des Verts et des paysans, ZZS), maire de Ventspils depuis 1988 et poursuivi par la justice pour corruption et blanchiment d'argent, avait également précisé qu'il s'opposerait à la dissolution.

« Le référendum est positif pour la Lettonie parce qu'il participe au développement de la démocratie dans le pays » avait souligné Toms Silins, vice-président du Conseil pour l'investissement étranger dans le pays.

Le 9 juillet dernier, Valdis Zatlers a officiellement annoncé la création de son parti politique, le Parti de la réforme de Zatlers (ZRP), positionné au centre-droit de l'échiquier politique. L'ex-chef de l'Etat a également créé un think tank de la réforme pour conseiller son nouveau parti. Environ 1000 personnes ont fait une demande pour adhérer au ZRP.

Une enquête d'opinion réalisée par l'institut TNS Latvia pour la chaîne de télévision LNT et publiée le 22 juillet dernier crédite le ZRP de 17,5% des suffrages, soit autant que le Centre de l'harmonie. Les deux partis seraient en tête d'un éventuel scrutin législatif suivis d'Unité, créditée de 9% des voix. « Le Parti de la réforme de Zatlers voit en Unité un partenaire potentiel » ont déclaré Daiga Holma et Reinis Tukiss, porte-paroles du ZRP. Valdis Zatlers a par ailleurs refusé par avance toute collaboration avec l'Union des Verts et des paysans, parti membre du gouvernement actuel dirigé par Valdis Dombrovskis.

Le ZRP a tenu son congrès le 23 juillet, jour même du référendum.

De leur côté, les trois partis de la coalition Unité ont décidé de fusionner en un seul parti politique (Unité) le 6 août prochain. Les partis d'opposition rassemblés dans la coalition Union

## Référendum en Lettonie

### 23 juillet 2011

nationale, soit Tout pour la Lettonie ! de Ratvis Dzintars et l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) de Roberts Zile, ont également choisi la fusion. Leur rassemblement prendra le nom de Tout pour la Lettonie !-Pour l'Union pour la patrie et la liberté et aura un double leadership (Ratvis Dzintars et Roberts Zile). Les deux partis se seront néanmoins encore présentés sous la forme de leur coalition lors des prochaines élections législatives, l'enregistrement d'un parti politique demandant entre deux et trois mois en Lettonie.

« L'un des principaux buts des prochaines élections législatives sera d'assurer que les oligarques et les partis qui les soutiennent ne disposent pas de la majorité au parlement » a déclaré le Premier ministre Valdis Dombrovskis. « Si cela devait arriver, alors l'initiative de l'ancien président aurait été inutile » a-t-il ajouté. « L'influence des oligarques va au-delà des trois hommes désignés par Valdis Zatlers. Je pense que la Lettonie compte de nombreuses

personnes fortunées directement ou indirectement engagées en politique. Et toutes ne sont pas de nationalité lettone » a précisé l'ancienne chef de l'Etat, Vaira Vike-Freiberga.

Le prochain scrutin législatif marquera certainement le recul des partis dirigés par les oligarques (le Parti populaire de l'ancien Premier ministre d'Andris Skele ; Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC) dirigé par Ainars Slesers et l'Union des Verts et des paysans à laquelle appartient Aivars Lembergs) mais la formation de la future coalition gouvernementale pourrait s'avérer difficile car les anciens électeurs de ces partis ne seront certainement pas prêts à soutenir le parti du Premier ministre Valdis Dombrovskis ou le tout nouveau Parti de la réforme de Zatlers.

Le président de la Commission électorale centrale (CVK), Arnis Cimdars, a proposé que les élections législatives anticipées soient organisées le 17 septembre prochain.

#### Résultats du référendum sur la dissolution de la Saeima du 23 juillet 2011 en Lettonie

Participation : 44,73%

Questions posées	Nombre de « oui » (le nombre de voix figure entre parenthèses)	Nombre de « non » (le nombre de voix figure entre parenthèses)
Etes-vous pour ou contre la dissolution du parlement ?	94,30 (650 518)	5,48 (37 829)

Source : Commission électorale centrale de Lettonie (<http://www.tn2011.cvk.lv>)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.